

# À titre (de transport) gratuit

Un collectif bataille pour obtenir la gratuité dans les transports en commun. « Non, ce n'est pas une utopie ! »

Certains accueillent l'hypothèse d'un joyeux « Youpi », ravis de s'imaginer prendre le bus à loisir, embarquer sur le tram, aussi brinquebalant soit-il, et sillonner l'agglomération en long en large et en travers sans avoir ne serait-ce qu'un écu à déboursier. D'autres se laissent tenter par la projection, mais se ravissent vite en la taxant d'utopie. Et ce passager, tout propre sur lui, assure que « la gratuité, quel que soit le domaine, ça ne fonctionne jamais ». Une position de principe qu'aucun débat ne saurait ébranler.

## Possible et bénéfique

Et puis il y a cette dame qui ne tranche pas : « Moi, je suis perplexe », explique-t-elle d'une voix posée en découvrant le tract qu'on vient de lui tendre à la descente du tram. « J'ai déjà bien vu, dans mes activités caritatives, que lorsqu'on donne, tout bonnement, les bénéficiaires n'hésitent parfois pas à jeter. Alors que, s'ils doivent verser ne serait-ce



■ Hier, pour les fêtes, les transports étaient gratuits. Les militants ont tracté pour que ce ne soit plus une exception. Photo Patrice SAUCOURT

qu'un euro symbolique, ça marche mieux. Alors, pour les transports en commun, bien sûr, il faudrait des tarifs très bas pour les budgets les plus modestes, mais la gratuité, ça demande réflexion... »

Or, ils ne demandent que ça, les militants du Collectif

postés hier à la station de tram Point Central. « Faire réfléchir à la question. » À titre personnel, ils ont déjà tranché. « Les transports en commun gratuits, non seulement c'est possible, mais bénéfique à tous. »

Possible ? Pour le prouver, le Collectif nancéien pour une régie publique des transports en commun et pour leur accès gratuit (titre officiel) en passe par un calcul simple. « Il y a deux choses à prendre en compte sur le coût des transports », détaille Michel Miedkiewicz.

« L'investissement et le fonctionnement. Or, l'investissement est déjà financé à 100 % par le Grand Nancy. Quant au fonctionnement, il

est aussi à hauteur de 70 %. Ne restent donc que 30 % à trouver, soit 17 M €. » Mais où les trouver ?, interrogent les sceptiques. « Ils sont là. Après, c'est un choix politique. Entre un Centre des Congrès onéreux et des transports gratuits, nous, on aurait choisi... »

## Service rendu à tous

Quant à justifier cet emploi de l'argent public dans un secteur qui ne concerne pas nécessairement tous les contribuables, ils rétorquent « école » et « santé ». « Les transports, c'est pareil ! », lâche Denis Billon, sûr de son bon droit. « On estime que c'est un service qu'on rend à l'agglomération. »

Toute l'agglomération ? « Bien sûr », renchérit Noël Le Monnier. « Un développement gratuit des transports en commun ne sert pas ceux qui s'en servent. Ça contribue à alléger la pression des voitures dans la cité, à y rendre la vie plus agréable en terme de stress et pollution. Il serait normal que ce soit pris en charge par tous les contribuables. »

Voilà quatre ans déjà que le Collectif a ouvert le débat. En vain jusqu'à présent, la majorité ne l'entend pas de cette oreille, et il n'est pas certain que l'opposition de gauche, même plus sensible à l'argumentaire, se lance dans la bataille. Remarque purement gratuite...

Lysiane GANOUSSE

## « Ailleurs, ça marche ! »

► A l'appui de leur argumentaire, les membres du Collectif militant pour la gratuité des transports brandissent la liste des villes françaises où elle a déjà été instaurée. « Sans générer plus de dégradations qu'avant, contrairement à ce qui est généralement redouté », signale Noël Le Monnier. Au nombre de ces villes pionnières, on compte Châteauroux, Gap, Castres, Noyon, Vitry, Libourne, Compiègne. « Et même dans notre région ! C'est déjà le cas à Bar-le-Duc et Neuves-Maisons. » Des élus d'Aubagne, qui en ont adopté le principe il y a un an, viendront, début 2013, témoigner à Nancy de l'expérience.